

Non à une loi discriminatoire et anti sociale

Lors de la dernière séance du Grand Conseil au mois de juin 2021, la droite a fait front commun derrière un projet de loi du MCG demandant une modification de la Loi générale sur le logement et la protection des locataires (LGL).

La LGL règle les conditions d'accès au logement social. Aujourd'hui, un.e candidat.e doit disposer de 2 ans de résidence sur les 4 dernières années. Avec cette nouvelle loi, il faudra avoir résidé au moins 4 ans en continu dans le Canton au cours des 8 dernières années.

Si la pénurie de logements affectant le Canton est bien réelle, comme en attestent les près de 8'000 personnes inscrites sur les listes d'attente des fondations pour le logement social, le MCG soutenu par la droite propose un miroir aux alouettes pour l'endiguer. En revanche, les conséquences sociales de cette loi seront bien réelles puisqu'elle relèguerait au second plan le critère de l'urgence sociale et de la dignité humaine, au profit du délai de résidence !

Si cette loi entrerait en vigueur, elle aurait notamment pour conséquences de maintenir longtemps dans la précarité des locataires soutenus par les services sociaux et qui, ayant perdu leur logement, sont hébergés dans des appartements d'urgence ou à l'hôtel.

Elle discriminerait en outre les Genevois.es ou les Confédéré.e.s de retour dans le Canton après s'être installés à l'étranger ou ailleurs en Suisse.

C'est le lieu de préciser que la nouvelle loi a été adoptée par une majorité au Grand Conseil qui remet en question la proportion de logement d'utilité publique en général et dans divers secteurs dont le PAV¹.

Sous un titre trompeur, la droite et le MCG ne résolvent pas le problème de la pénurie de logements sociaux et attisent les divisions dans la population concernée sur le fondement de la durée de résidence.

Les organisations mentionnées ci-dessous ont donc lancé le référendum.

Le Comité référendaire :

ASLOCA

Rassemblement pour une politique sociale du logement (RPSL)

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS)

Centre social protestant (CSP)

Caritas Genève

Association de lutte contre les injustices sociales et la précarité (ALCIP)

Observatoire de l'aide sociale et de l'insertion (OASI)

Avenir Social, région Genève

Parti socialiste genevois

Verts genevois

Ensemble à gauche

¹Cf. notamment : <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL12934.pdf>